5F

SOCIALISME MONDIAL 30

Bulletin occasionnel pour un monde sans classes, sans argent et sans Etats

LE SOCIALISME ET L'ECOLOGIE

C'est seulement quand la terre sera devenue le patrimoine commun de tous que l'humanité pourra affronter les problèmes écologiques que pose notre existence en tant que seule espèce animale qui façonne la nature pour subvenir à ses besoins.

Toutes les autres espèces animales ne font que prendre la nature comme ils la trouvent, se nourrissant de plantes et/ou d'autres animaux que la nature fournit spontanément; en fait, ils font partie, tant pendant qu'après leur vie, de ce que la nature fournit aux autres espèces. Toutes les formes de vie végétale et animale font partie d'un réseau de relations appelé «écosystème» en écologie. Ce système est normalement auto-régulant dans le sens que si un déséquilibre se développe, il est corrigé spontanément, soit par la restauration de l'équilibre antérieur soit par l'établissement d'un nouveau équilibre.

L'espèce animale appelée *homo sapiens* fait aussi partie de la nature et a dû dériver d'une espèce proche qui comme les autres, vivait simplement de fruits sauvages de la nature en collectant des plantes et des insectes. Ces pré-humains en vinrent à se distinguer des autres animaux - devinrent «humains» si l'on veut - quand ils commencèrent à façonner la nature pour subvenir à leurs besoins, par exemple en façonnant des branches et des pierres en outils leur

AVIS A NOS LECTEURS

Avec ce numéro, SOCIALISME MONDIAL change de format. En effet, nous avons décidé d'adopter la forme brochure et de consacrer la plupart de chaque numéro à un seul thème, ce qui nous permettra de traiter le sujet choisi plus profondément que dans un article isolé. Comme vous pouvez le constater, le thème de ce premier numéro nouveau format, c'est le rapport entre la société humaine et le reste de la nature.

Mars 1987

permettant de prendre davantage de la nature qu'ils n'auraient autrement pu le faire. Ainsi un nouveau facteur, potentiellement bouleversant, était introduit dans l'écosystème.

Cette activité humaine - le façonnement de la nature pour subvenir aux besoins - est la production et c'est une activité qu'aucune autre espèce animale n'accomplit. Ceci est plus qu'une simple transformation de la nature puisque, à la limite, toutes les espèces animales transforment la nature pour subvenir à leurs besoins (en y subvenant, en construisant leur habitat, etc...), l'équilibre écologique étant en fait l'équilibre entre les transformations de la nature produites par les différents êtres vivants. Mais la nature étant dynamique précisément par le biais de ces transformations, celles-ci peuvent être considérées comme étant spontanées, comme étant en quelque sorte une auto-transformation de la nature. Par contre, les transformations effectuées par l'espèce humaine donnent une nouvelle forme à la nature. Si l'on veut, la nature se transforme, l'être humain la transforme.

L'EQUILIBRE ECOLOGIQUE

La production bouleverse inévitablement l'équilibre qui existait antérieurement. Ce n'est pas forcément un problème en soi puisque tôt ou tard un équilibre nouveau, différent, se développera, et il n'y a aucune raison de supposer qu'un équilibre particulier est supérieur à un autre. Ce nouvel équilibre, comme l'ancien, tendra à s'autoréguler aussi longtemps que de nouveaux changements - tels qu'un changement dans les méthodes productives - n'interviennent pas. Les êtres humaines sont bien capables, malgré la production (c'est-à-dire la transformation de la nature) qu'ils opèrent, de s'intégrer dans un écosystème stable. C'était le cas de beaucoup de sociétés «primitives», qui coexistaient en pleine harmonie avec le reste de la nature, et il n'y a aucune raison inhérente à la nature de la production qui empêche que cela soit possible aujourd'hui, sur la base de la technologie et des méthodes de production industrielles.

Ce n'est pas la production en soi qui est incompatible avec un équilibre viable de la nature - même si toutes les grandes innovations productives, depuis la chasse, le feu et la métallurgie jusqu'à l'agriculture et la domestication des animaux auront été initialement des facteurs bouleversants - mais l'application de certaines méthodes productives faisant fi de l'équilibre naturel ou qui entraînent des changements trop rapides pour permettre à un équilibre nouveau de se développer. Au fond, c'est cela que l'emploi (ou plutôt le mauvais emploi) par le capitalisme des méthodes industrielles de production a fait pendant ces deux derniers siècles, et fait toujours aujourd'hui. En tant que système déchiré par des divisions de propriété et de classes, dans lequel les unités productives autonomes se concurrencent pour acquérir des gains économiques à relativement court terme (profits monétaires), le capitalisme est intrinsèquement incapable de prendre en considération les facteurs globaux et à plus long terme que l'écologie nous révèle être d'une importance vitale.

C'est pourquoi c'est seulement lorsque la condition communiste originelle de l'humanité sera restaurée, mais à un niveau mondial et avec l'apport de connaissances technologiques avancées, que les problèmes écologiques liés à la production industrielle et à l'approvisionnement de quelques 5 milliards de membres de l'espèce humaine pourront être réellement résolus. Bien entendu, le capitalisme doit finalement faire face aux problèmes écologiques engendrés par sa course au profit, mais seulement après coup, après avoir fait les dégâts. En effet le capitalisme va d'une crise énergétique à une autre, utilisant des sources nouvelles quand les anciennes se sont épuisées ou sont devenues trop chères; il pille les sources l'une après l'autre selon que leur coût est relativement bas, et sans aucun souci pour l'avenir.

PORTE-PAROLE DE LA NATURE

Les êtres humains occupent une place unique dans la nature. Non seulement nous sommes la seule espèce qui façonne la nature, qui produise, et donc l'espèce dont les activités sont de loin les plus bouleversantes potentiellement, mais encore sommes nous la seule partie de la nature qui, au moins en principe, puisse choisir son modèle de comportement. Nous sommes ce que le philosophe Murray Bookchin a appelé «le porte-parole auto-conscient de la nature» et en tant que tels nous avons une responsabilté spéciale envers le reste de la nature: nous sommes la seule espèce animale capable de prendre des mesures pour assurer qu'un équilibre écologique viable est maintenu dans la nature.

Bookchin a tenté de tirer de ce fait une «éthique» dans le sens d'un code de comportement qui règle ce que les sociétés humaines doivent et ne doivent pas faire: nous devons nous abstenir d'utiliser des méthodes productives incompatibles avec un équilibre qui ne peut être soutenu par la nature, ou, plus positivement, nous ne devons employer que les méthodes de production qui sont compatibles avec un tel équilibre. Bien entendu, il ne s'agit pas de choisir des méthodes de production particulières en marge de la structure sociale, mais des objectifs, et donc la structure même de la société.

RAPPORT VIABLE ET STABLE

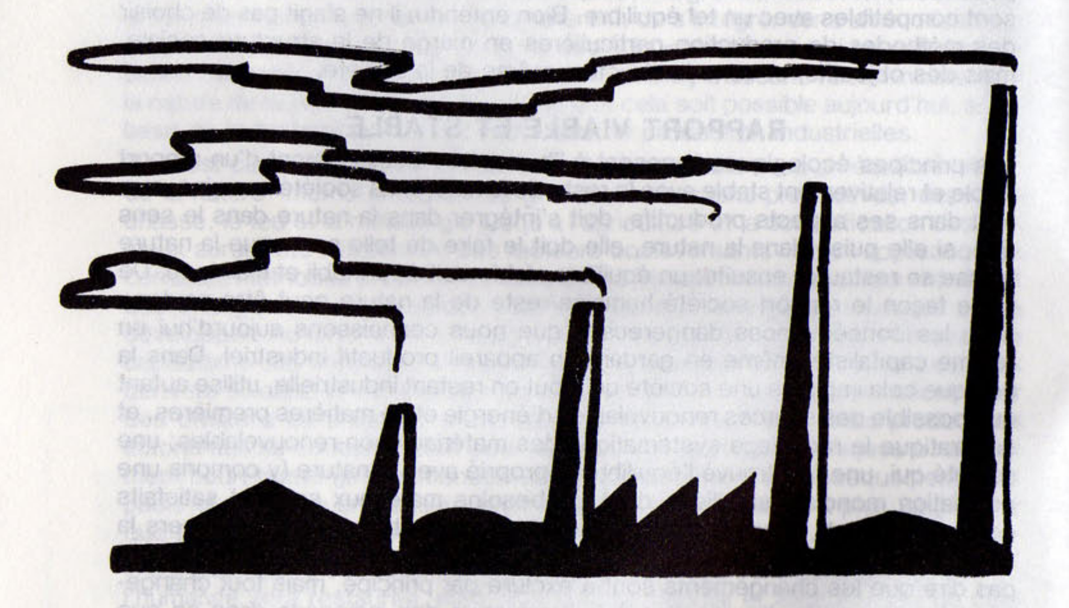
Les principes écologiques imposent à l'humanité l'établissement d'un rapport viable et relativement stable avec le reste de la nature. La société humaine, surtout dans ses aspects productifs, doit s'intégrer dans la nature dans le sens que, si elle puise dans la nature, elle doit le faire de telle sorte que la nature puisse se restaurer ensuite; un équilibre stable doit être établi et maintenu. De cette façon le rapport société humaine/reste de la nature peut être soutenu sans les conséquences dangereuses que nous connaissons aujourd'hui en régime capitaliste, même en gardant un appareil productif industriel. Dans la pratique cela implique une société qui, tout en restant industrielle, utilise autant que possible des sources renouvelables d'énergie et de matières premières, et qui pratique le recyclage systématique des matériaux non-renouvelables; une société qui, une fois trouvé l'équilibre approprié avec la nature (y compris une population mondiale stabilisée dont les besoins matériaux seraient satisfaits convenablement), tendrait vers un niveau de production stable, voire vers la «croissance zéro» (ce que Marx appelait la «reproduction simple»). Cela ne veut pas dire que les changements sont à exclure par principe, mais tout changement (par exemple, l'application à la production des avancées dans ce que Bookchin appelle «l'éco-technologie») devra respecter les principes écologi-

ques, en s'effectuant à un rythme que le reste de la nature peut suivre en s'y adaptant.

Manifestement, une société divisée en classes et orientée vers la production pour le profit est incompatible avec l'accomplissement par les êtres humains de leur responsabilité envers le reste de la nature, ceci parce que, en tant que système régi par des lois économiques qui s'imposent comme contraintes externes sur les activités productives humaines, une telle société ne permet pas un choix libre des méthodes productives et est obligée en fait d'adopter celles qui servent le profit plutôt que des considérations écologiques. Avec pour conséquences la pollution, le pillage des sources non-renouvelables et le gaspillage que nous subissons aujourd'hui.

Nous ne pouvons assurer notre responsabilité en tant que «porte-parole auto-conscient de la nature» que dans, et en établissant une société sans propriété ni profit où les êtres humains seront libres de choisir quelles méthodes productives employer, parce qu'elle sera libérée des lois économiques incontrôlables de la recherche de profits et de l'accumulation du capital. En bref, seule une société socialiste mondiale, basée sur la possession communautaire et la gestion démocratique des ressources mondiales, est compatible avec la responsabilité humaine envers le reste de la nature.





LA SOCIETE ET LA NATURE

Dans ce numéro de SOCIALISME MONDIAL, nous soulevons le problème des rapports de la société à la nature. C'est une question primordiale qui affecte la qualité de la vie, non seulement de la génération présente, mais aussi celle des générations à venir.

Ce sujet implique un paradoxe. L'humanité est une partie de la nature qui a évolué en tant qu'espèce parmi d'autres espèces dans le cadre des processus d'évolution organique. Cependant, nous nous considérons souvent comme une entité distincte de la nature. Nous percevons le rôle de la nature comme étant la source de ce qui permet l'existence humaine. Au centre de cette vision égocentrique repose la nature de la conscience humaine, c'est-à-dire que nous constituons la partie consciente d'elle-même de la nature. Cette conscience a maintenant sa propre histoire, celle-ci continue à se faire, et une partie majeure de son développement a tourné autour de l'accumulation de nos connaissances du monde naturel.

La découverte des procédés, des principes et des lois qui régissent l'interaction des éléments naturels a été utilisée sous la forme de techniques pratiques de production. Cela a démontré la capacité toujours plus grande de l'humanité de contrôler et manipuler les forces naturelles de son environnement. Depuis la Renaissance et surtout depuis la révolution industrielle, l'application des connaissances basées sur la science n'a cessé de gagner du terrain. Cela a été considéré comme un énorme avantage, à tel point qu'au 19e siècle, les travaux scientifiques étaient entrepris avec optimisme. Ils étaient communément assimilés au progrès.

LA SCIENCE: MENACE OU PROGRES?

Mais depuis cette époque, la science appliquée a été considérée comme une menace sociale. Le fait que la physique appliquée a mené à la course aux armements nucléaires, tant et si bien que nous vivons maintenant sous la menace de notre propre destruction, fait partie des exemples classiques. Des centaines de millions d'hommes ont été tués ce siècle-ci grâce aux méthodes techniques de la guerre moderne. Nos connaissances en botanique et en contrôle génétique ont donné naissance à de nouvelles techniques agricoles, mais les a-t-on vraiment utilisées pour le bien de l'humanité? Au contraire, le nombre de personnes souffrant de malnutrition et mourant de faim est encore plus important maintenant qu'il ne l'était naguère. Il en est de même en ce qui concerne les réserves d'énergie. En dépit de nombreuses techniques à notre disposition pour établir un système énergétique sûr et adéquat à l'échelle mondiale, des hommes meurent toujours de froid, et des centaines de millions d'êtres humains en sont encore à ramasser du petit bois. Les méthodes de production d'énergie en cours en ce moment représentent une menace toujours

plus grande pour notre environnement. Bien qu'il y ait des gains indéniables, l'état avancé de nos connaissances du monde naturel n'a pas conduit à une meilleure société, ni à de meilleurs rapports entre la société et la nature. L'histoire de la science appliquée dans la société moderne est une histoire de gaspillage, de destruction et de dangers toujours plus grands.

Ainsi, les espoirs que nous avions placés dans l'accumulation des connaissances se sont érodés, ne laissant que désillusions et pessimisme. L'état d'esprit est maintenant différent, mais c'est une réponse superficielle que de porter responsables de nos problèmes actuels la science et notre meilleure compréhension des mécanismes du monde naturel. On peut admettre que notre optimisme passé ne reposait pas sur des bases sûres, mais derrière nos problèmes repose le fait que la science a été soumise à l'investissement financier. La science appliquée sous la forme de technologie fonctionne comme une mise de fond, ce qui a eu pour conséquence que le contrôle du monde naturel pour le bénéfice de l'humanité a été perverti par les objectifs incontrôlés et antisociaux de l'accumulation du capital et du militarisme qui en est inhérent.

APPARENCE TROMPEUSE

Dans le système capitaliste, l'apparence naturelle des choses est trompeuse. D'ordinaire, nous nous considérons comme d'utiles producteurs, faisant un travail utile. Nous considérons notre environnement simplement comme le monde naturel. Nous sommes conscients de la présence des mers, de la terre, des forêts, des vallées fluviales et des déserts. Nous sommes aussi conscients des ressources naturelles, telles que le charbon, le pétrole, le gaz naturel, et de métaux tels que le minerai de fer, le cuivre et les dépôts d'étain. Toutes ces caractéristiques de l'environnement naturel se présentent à notre esprit comme d'utiles sources de vie. Mais dans le système basé sur la propriété, selon lequel la société actuelle fonctionne, nous ne sommes pas simplement d'utiles producteurs, et les ressources naturelles ne sont pas simplement utilisées pour la reproduction et les plaisirs de la vie. En réalité, ce que nous considérons comme un travail utile est en fait une activité économique. Nous sommes des travailleurs salariés fonctionnant comme un investissement, travaillant avec des matériaux naturels pour produire des marchandises qui seront mises en vente sur le marché dans le but de réaliser des profits. L'agriculteur ne peut pas voir la terre simplement comme de la terre, une ressource nécessaire à la production de nourriture. Aux yeux des grandes entreprises agricoles, la terre et le travail de la terre sont les éléments naturels de l'investissement qui fonctionne pour faire du profit et augmenter la masse de capital investi. De la même façon, les forêts, les mers, le pétrole, le charbon, les ressources de gaz naturel, le minerai de fer, les dépôts d'étain ou de cuivre sont tous administrés en tant que monopole d'une classe des moyens de vie, destinés à être exploités par des salariés dans le but de faire du profit.

Comme le capitalisme s'est étendu au monde entier pour devenir le système économique dominant, incluant les pays de capitalisme d'état tels que la Russie et la Chine, la planète entière en est venue à exister économiquement comme la source des éléments du capital. Les nations capitalistes rivales se disputent le contrôle des ressources, des populations exploitables et des routes commerciales terrestres et maritimes. Elles adoptent des stratégies militaires pour maintenir leur contrôle ou leur influence économique et politique sur les différentes sphères de la planète. La planète entière en est venue à exister sous une forme économique qui oblige les hommes à travailler en utilisant leur environnement naturel pour faire du profit. Le capitalisme exploite une activité productive naturelle utilisant des matériaux naturels. Il le fait aveuglément, sous la pression des lois économiques qui ne peuvent être contrôlées rationnellement. Par conséquent, il est non seulement impossible de régler l'activité sociale, mais il est aussi impossible de contrôler son impact sur l'environnement.

METHODES DE PRODUCTION DESTRUCTIVES

Le principe le plus sûr qui doit guider l'action sociale est qu'elle devrait intervenir dans le cadre des systèmes naturels, de façon telle qu'elle n'en transforme pas les bases. Cependant, sous la pression du profit et du développement de ses machines de guerre, le capitalisme mondial transforme les systèmes naturels à une échelle telle que leur rétablissement est menacé. La conséquence de ces méthodes de production destructrices est que le capitalisme libère plusieurs millions de tonnes d'anhydride sulfureux dans l'atmosphère, augmente le niveau de radioactivité dans l'environnement, sature la terre de produits chimiques industriels, crée des déserts, pollue les rivières et les mers. Les forêts et la vie des rivières et des lacs d'Ecosse, du Canada, de Scandinavie, de Sibérie, de Pologne et d'Allemagne sont en cours de destruction. Tout cela forme un risque inconnu considérable, et la transformation de l'équilibre des systèmes naturels dont la vie humaine dépend.

La société ne peut pas consciemment contrôler l'impact de ses activités sur le monde naturel, à moins qu'elle ne puisse consciemment contrôler sa propre activité productrice. Pour coopérer avec les systèmes naturels, la société doit d'abord coopérer avec elle-même. L'incapacité actuelle de la société à contrôler ses effets destructifs sur l'environnement résulte des opérations fondamentalement incontrôlables des lois économiques de la production-pour-un-profit, conséquence du monopole des moyens de vie d'une classe sociale.

CONSERVATION DES RESSOURCES

Ce qui manque dans l'état actuel du savoir humain ne résultera pas d'une plus grande étude du monde naturel. Notre présente compréhension de ce phénomène s'étend bien plus loin que ce qui est nécessaire à l'entretien de notre environnement. Ce n'est pas surtout un problème pratique ou technique. C'est un problème qui résulte des rapports sociaux actuels de la production capitaliste. En libérant l'activité productive de son exploitation par le capital, le socialisme libérera aussi l'environnement naturel de son exploitation par le capital. Par une relation directe de l'activité productive aux besoins, le socialisme sera libre de fonctionner selon des méthodes qui prendront soin de l'environnement. Par une coopération basée sur la possession commune des moyens de vie, le socialisme aura pour but un équilibre dans un cadre des systèmes naturels, sans les transformer d'aucune manière destructrice que ce soit. Le socialisme garantira l'équilibre des systèmes naturels et conservera aussi les matériaux naturels. La recherche du profit implique le pillage des ressources naturel-

les sous la pression du marché de renouveler constamment ses capacités de ventes. Des articles, bon marché, de mauvaise qualité et «jetable après utilisation» implique un énorme perte de matière. L'élaboration de «désuétude planifiée» a pour but délibéré une utilisation à court terme. Les épaves rouillées des millions de voitures et d'autres biens de consommation sont la preuve répugnante d'un gaspillage énorme. Aucune société saine d'esprit ne brûlerait des millions de tonnes de pétrole et de charbon dans des centrales électriques alors qu'il existe des alternatives technologiques pour produire de l'électricité par d'autres moyens.

Le socialisme évitera pertes et destruction de ressources. Il aura besoin de moyens de production et la communauté aura besoin de biens de consommation, mais ceux-ci pourront être conçus et produits de manière à conserver les matériaux. Une telle conception pourrait avoir pour but un nombre minimum de pièces sensibles à l'usure, qui par un simple entretien, pourrait facilement être remplacées, les matériaux étant recyclés et réutilisés. Les pièces non sensibles à l'usure pourraient être fabriquées avec des matériaux durables, et si pour une raison ou pour une autre, le matériel ou les biens devenaient superflus, les matériaux dont ils sont fait pourraient être destinés à d'autres usages. Les matériaux perdus provenant des pièces sujettes à l'usure ne représenteraient qu'une partie minime de la somme totale des matériaux utilisés. Cette pratique de production conservatrice voudrait dire qu'une fois les matériaux disponibles socialement, après extraction et transformation, ils seraient disponibles de façon permanente sous une forme ou sous une autre. L'or aujourd'hui est un bon exemple. Une petite quantité est perdue par accident, mais parce que c'est un métal précieux, dans la grande majorité des cas, la plupart de l'or qui a été extrait à travers l'histoire demeure socialement disponible. Pour cette raison, il est dit que l'or produit par les habitants de l'Ancienne Egypte est toujours utilisé.

MISE EN PLACE DE STRUCTURES DURABLES

Une production conservatrice aurait pour conséquence l'utilisation de nouveaux moyens de production, des installations et des structures permanentes, des biens de consommation durables, tous conçus et produits pour durer longtemps et même quand ils seront dépassés, ils pourront être recyclés pour d'autres usages. Ainsi, les matériaux seraient disponibles en tant que ressource durable. Le travail nécessaire à la mise en place des moyens de production les rendraient disponibles pendant une longue période, et ce travail exigerait initialement une grande activité. Mais au fur et à mesure qu'ils deviendraient disponibles, il est évident que leur demande diminuerait. De cette manière, la production baisserait, et la communauté ne serait concernée que par la production quotidienne des biens de consommation, l'administration des services et l'entretien.

Cela aurait également un effet sur l'organisation sociale. Le travail de mise en place de moyens de production durables, de projets d'irrigation, un système énergétique à l'échelle mondiale, des structures durables telles que le logement, un système d'égoûts, d'eau pure, des routes, des ponts et des moyens

de transport et de communication, tout cela nécessiterait une coopération, une planification et des prises de décision mondiales. Cependant, dans les circonstances qui rendraient tout cela disponible, non seulement la production diminuerait sensiblement, mais le besoin d'information, de planification et de décisions serait également réduit. Dans ces circonstances, il serait envisageable que les centres d'organisation, initialement impliqués au niveau mondial et régional, puisse céder leur place à une administration plus locale chargée de subvenir aux besoins quotidiens et qui est en équilibre avec son environnement. Cela pourrait dire que pourvoir aux nécessités des besoins quotidiens serait effectué sous un contrôle local, de façon plus indépendante, avec par conséquent des besoins réduits en énergie et en matériaux.

Livres

La farce tranquille de Alain Bihr, Spartacus.
La deuxième droite de Jean-pierre Garnier et Louis Janover, Laffont.

Dans son livre Bihr commence en décrivant l'échec complet de la Gauche au pouvoir de 1981 à 1986, par rapport à ses objectifs déclarés. Elle avait promis le plein emploi, mais elle a vu le nombre de chômeurs augmenter à un chiffre record de 2.5 millions. Elle avait promis d'aider le soi-disant Tiers Monde mais, comme les gouvernements précédants, elle a défendu les intérêts impérialistes de la France. Elle avait dit qu'elle ferait transférer de la richesse des riches aux pauvres, mais elle finit par faire l'inverse. Tout ceci est bien décrit, dans un style clair et facile à suivre, dans la première partie qui dit plus ou moins la même chose que nous avons dit et que nous disons nous-mêmes.

Dans la deuxième partie Bihr tente une analyse sociologique de la Gauche. D'après lui, la Gauche, et le PS en particulier, ne représente pas, comme elle le prétend, la classe travailleuse mais plutôt une autre classe qu'il appelle «la classe de l'encadrement capitaliste»: ceux qui remplissent des postes de direction dans les appareils pour la reproduction des rapports sociaux capitalistes (dans les entreprises, l'Etat, l'enseignement, etc...). Selon lui cette classe, malgré les déclarations de ses idéologues de temps en temps, ne s'intéresse pas à l'abolition du système capitaliste - duquel elle tire des avantages, même si pas aussi importants que ceux de la classe capitaliste elle-même - mais au plus elle s'oppose à la mauvaise gestion de ce système par les capitalistes privés et elle aspire à remplacer ces derniers comme les gestionnaires d'un capitalisme étatisé. En d'autres termes son «socialisme» n'est qu'un capitalisme d'Etat.

Le livre de Garnier et Janover traite du même thème dans un style beaucoup plus pamphlétaire. Car la deuxième droite, c'est bien entendu, la Gauche. En d'autres termes, pour Garnier et Janover (et ils ont bien raison sur ce point), la Gauche n'est pas anti-capitaliste mais aspire simplement à gérer le capitalisme d'une façon plus «moderniste» que la droite classique («la première Droite»). Eux aussi, ils voient la Gauche comme expression politique d'une «néo-petite

(suite page II)

LE CAPITALISME ET LA FAIM

Nous devons souvent confronter à l'argument néo-malthusien qui prétend que le monde est surpeuplé; que cette surpopulation (souvent confondue, nous ajouterions, avec la densité de population) est la cause de la faim: et que donc, pour que l'on puisse abolir la faim, il faut d'abord réduire la population mondiale.

Les faits montrent au contraire que la monde est capable, aujourd'hui, de nourrir non seulement sa population actuelle mais une population beaucoup plus importante. La cause de la faim, de la famine et de la sous-alimentation, que ce soit au «Tiers-Monde» ou à l'Ouest, c'est le système économique actuel. Dans le capitalisme la production alimentaire est délibérément restreinte : lorsqu'il y a «trop» de produits alimentaires, leur prix tombe, les bénéfices des fermiers se réduisent et tôt ou tard les gouvernements interviennent afin de maintenir les prix à des niveaux profitables en restreignant la production.

En plus, le manque d'argent limite la capacité de la plupart de la population du monde à acheter les denrées alimentaires qui sont à vendre - leur prix est trop élevé. C'est le vieux problème : «S'ils n'ont pas de pain, qu'ils mangent de la brioche»

LE VIOL DE LA TERRE

Dans la société d'aujourd'hui on regarde la Terre ainsi que la mer comme sources des profits. C'est le capitalisme à la recherche des profits qui viole la Terre. Pour le fermier capitaliste il ne s'agit pas de faire pousser des produits pour nourrir des gens mais d'accumuler davantage de capital. Il ne peut donc pas se permettre de s'intéresser trop à l'érosion du sol, ni à la détérioration de l'humus, ni à la disparition des fleurs, des rapaces, etc. Son seul intérêt doit être son bilan, qu'il produise un profit aussi grand que possible.

Les capitalistes ont trouvé que la production de certains produits agricoles est très rentable. C'est pourquoi dans certaines régions la monoculture a remplacé la culture d'une variété de produits pratiquée anciennement. Puis, une partie importante de la terre arable est utilisée pour faire pousser des produits non-alimentaires. Le coton et le tabac, par exemple, accaparent la production agricole dans des régions bien connues pour la faim de leurs habitants. Des forêts sont coupées pour rapporter un prompt profit. Des fleuves et des rivières sont pollués par des industries cherchant des profits. La mer est purgée à un tel point que les harengs y sont devenus rares.

Le socialiste regarde tout ceci avec inquiétude. Nous voyons la cause du viol de la Terre, non pas dans la grandeur de la population humaine, mais dans le système économique actuel. Le capitalisme exerce une pression sur l'agriculture ainsi que sur l'industrie à produire aussi bon marché et aussi rapidement que possible. D'où l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais inorganiques, avec le préjudice au sol et à l'écosystème qui en résulte. La classe capitaliste traite la Terre comme capital, c'est-à-dire, comme richesse qui doit être utilisée à produire des profits.

LES PROFITS AVANT LES BESOINS

La faim n'est pas un phénomène naturel. Sa cause, ce n'est pas l'incapacité de faire pousser plus de produits alimentaires. C'est le fait, d'une part, qu'il est souvent plus rentable de faire pousser des produits non-alimentaires et, d'autre part, que la nourriture est produite en tant que marchandise, à vendre à un prix profitable et n'est jamais donc produite dans une quantité suffisante pour satisfaire les besoins humains, pas plus que le logement ne l'est. Le profit avant les besoins humains - ça, c'est le capitalisme.

Nous socialistes, nous sommes pleinement conscients - et inquiets - des problèmes environnementaux que le système capitaliste engendre. Nous disons que c'est seulement avec l'abolition de la production pour le profit et de l'économie monétaire qu'on pourra à la fois satisfaire les besoins humains et appliquer des techniques de production qui respectera la Nature. Le capitalisme, avec sa recherche des profits, est le vrai ennemi de tous les véritables «amis de la Terre».

LIVRES *(suite de la page 9)*

bourgeoisie» qui imagine qu'elle est capable de gérer le capitalisme mieux que les capitalistes. D'où la déclaration notoire de Fabius :

> c'est à nous qu'est revenu de faire le 'sale boulot', précisément parce qu'il n'avait pas été fait avant.

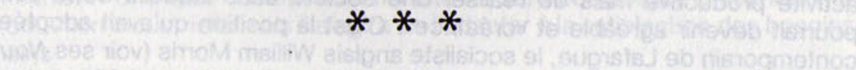
Et Delors :

> Le gouvernement fait aujourd'hui ce que la droite n'a jamais osé faire lorsqu'elle était au pouvoir (Le Monde, 29 juin 1985).

Mais le meilleur épilogue pour le feu gouvernement de gauche vient de Rocard au Forum de l'*Expansion* le 3 octobre 1985 :

> Comment ne pas mentionner ce paradoxe qui a voulu que ce soit sous le gouvernement de la gauche, et par le gouvernement de la gauche, qu'ont été revalorisés l'entreprise, le marché, le champ international, que ce soit durant cette même période que les salaires et le pouvoir d'achat ont baissé tandis que la Bourse ne cessait de monter ?

Mais précisément, est-ce que c'était un paradoxe ?



L'ACTIVITE PRODUCTIVE : FARDEAU OU BESOIN ?

Quand Paul Lafargue écrivit sa fameuse brochure *Le Droit à la paresse*, il choisit ce titre pour parodier la revendication, toujours courante aujourd'hui, du «droit au travail». D'un côté il avait raison. Le «droit» d'être employé par un capitaliste n'est pas un objectif pour lequel cela vaut la peine de lutter (à part le fait qu'il soit irréalisable); étant donné la nature dégradante et exploitante de l'emploi il vaudrait effectivement mieux revendiquer non pas le droit à travailler, mais bien le droit à la paresse. Cepndant, ce titre peut prêter à malentendu dans la mesure où l'on pourrait être amené à croire que la vie sociale pourrait continuer sans «travail», non pas dans son sens d'emploi mais dans celui d'activité productive.

On a vu dans les années soixante et soixante-dix la croissance et la propagation de l'idée d'«abolition du travail», d'une société sans travail où la production serait automatisée au maximum, laissant ainsi les êtres humains libres de s'engager dans le «jeu», le «loisir» ou bien «l'activité créatrice» comme on l'a dit de diverses manières. Cette idée s'est manifestée non seulement dans bon nombre de livres, de brochures et d'articles mais aussi dans la popularité extraordinaire surtout du fait de son titre, du livre de Lafargue qui a été réédité plusieurs fois et traduit dans presque toutes les langues d'Europe de l'Ouest.

L'ABOLITION DU TRAVAIL

La propagation de cette idée d'abolition du travail était positive dans la mesure où elle représentait le rejet par un nombre croissant de personnes de l'«éthique du travail» capitaliste. Mais il est finalement apparu que cette idée n'a pas été pensée à fond. L'objection était-elle soulevée contre le travail en tant que tel, c'est-à-dire contre la dépense de l'énergie humaine physique et intellectuelle, ou bien plutôt contre le travail en tant qu'emploi, contre le travail pour un employeur, en bref, contre le travail salarié? Et même, n'était-il pas possible que l'exercice des facultés physiques et intellectuelles pût être un besoin humain fondamental? L'établissement d'une société entièrement automatisée était-il un objectif souhaitable? Serait-elle compatible avec la nécessité de conserver les ressources et de maintenir un équilibre entre la société humaine et la nature?

Ces réflexions amenèrent certains à conclure qu'effectivement l'objection était dirigée contre le travail salarié et non pas contre l'activité productive humaine en tant que telle, et que le but ne devrait pas être d'automatiser toute activité productive mais de réaliser une société dans laquelle cette activité pourrait devenir agréable et «créatrice». C'est la position qu'avait adoptée un contemporain de Lafargue, le socialiste anglais William Morris (voir ses *Nouvelles de Nulle Part* et ses articles *Contre l'art d'élite*). Fourier aussi, bien entendu, avait prêché en faveur du fait que le travail pourrait et devrait être rendu attrayant.

Il est vrai que *travail* est un mot suspect. Il vient en effet du latin *trepalium* qui était le nom d'un instrument de torture. De plus, en économie, il ne désigne pas simplement l'activité productive en tant qu'activité physique mais l'activité productive en tant qu'activité économique. Engels, dans une note qu'il a ajoutée à la 4e édition allemande du *Capital*, a souligné qu'en anglais il y avait deux mots différents pour distinguer ces deux concepts, à savoir *work* et *labour* (1). L'anglais, étant une langue germanique qui a acquis un vocabulaire d'origine latine, fait souvent de telles distinctions conformément à ce que Marx décrit dans une autre note comme étant «l'esprit d'une langue qui aime à exprimer la chose *immédiate* en termes germaniques et la chose *réfléchie* en termes romains». Le français, étant une langue plus «pure» et donc moins riche, ne connaît pas ce genre de couple de mots, même s'il est vrai que l'on pourrait opposer de la même façon *œuvre* et *travail* où ce dernier correspondrait à la «chose réfléchie». En ce sens, «l'abolition du travail» ne serait pas l'abolition de toute l'activité productive mais seulement l'abolition de l'activité productrice des biens ayant une «valeur» abstraite, économique, mesurée par le temps de travail nécessaire à leur production. En d'autres termes, l'abolition du travail serait l'abolition de l'activité productrice de marchandises, la libération de l'activité physique de production jusqu'alors soumise à des lois économiques.

RETOUR A LA PRODUCTION ARTISANALE ?

Certains de ceux qui sont arrivés à la conclusion que le but ne devrait pas être d'abolir l'activité productive humaine sont allés à l'extrême opposé en rejetant comme but non seulement une automatisation généralisée mais toute la technologie moderne. Ils prétendaient que la solution était de revenir à la «vie simple» basée sur la production artisanale. Mais c'est faire trop de cas des machines et de la technologie, en leur attribuant une conscience et une volonté qu'elles ne peuvent posséder en tant qu'objets inanimés. Les machines et la technologie n'ont aucune autonomie. Le type de machines construites et l'usage que l'on en fait dépend du contexte social (2). Dans une société orientée vers la satisfaction de besoins humains, y compris le besoin d'une activité agréable et «créatrice» l'usage des machines ne serait pas le même (et les machines tendraient même à être différentes) que dans une société orienté vers la maximisation des profits.

Réaliser le but de convertir la nécessaire tâche de production en activité agréable et créatrice n'impliquerait donc pas le rejet de toute technologie moderne ni des techniques de production industrielles. Ce but sera atteint en ramenant la production, son objectif et ses méthodes, sous le plein contrôle des êtres humains. Ce qui ne peut être fait qu'en abolissant la propriété (privée et d'Etat), la production pour la vente et le profit, et le travail salarié. En bref, en établissant (ou plutôt en rétablissant, mais à un niveau planétaire) une société communiste. Une telle société communiste ne sera pas obligée d'abandonner la production industrielle mais il s'agira de l'adapter à la satisfaction des besoins humains.

On peut arguer qu'effectuer une activité créatrice n'est pas simplement un objectif souhaitable, mais qu'elle est même un besoin humain vital. En tout cas, effectuer une activité, exercer ses facultés physiques et intellectuelles, est nécessaires d'un point de vue purement biologique puisque l'énergie chimique

acquise sous forme de nourriture doit être dépensée autrement qu'en maintenant la chaleur du corps. C'est donc dans la nature des êtres humains de dépenser leur énergie, d'exercer leurs facultés, c'est-à-dire de travailler au sens populaire du terme.

L'ACTIVITE CREATRICE

Il existe une autre raison pour laquelle les êtres humains doivent dépenser leur énergie : pour obtenir de la nature la nourriture, les vêtements et l'abri qu'il leur faut pour survivre. Puisque la transformation de la nature pour satisfaire des besoins est la définition de la production, cette activité, c'est l'activité productive et c'est une activité nécessaire dans n'importe quel système de société, dans le communisme tout autant que dans le capitalisme.

Du point de vue étymologique, *productif* et *créatif* devraient vouloir dire la même chose, à savoir la transformation des matières fournies par la nature en quelque chose d'utile à la vie humaine. Quand on produit un bien en transformant la nature, on produit quelque chose qui n'existait pas auparavant, on le *crée* donc. L'activité productive et l'activité «créatrice» devraient donc être synonymes. Mais voici un signe du degré d'abaissement auquel l'activité productive a été amenée : aujourd'hui, nous revendiquons sa conversion de fardeau peu satisfaisant et imposé de l'extérieur en activité agréable et librement choisie; en d'autres termes, nous voulons que l'activité productive redevienne «créatrice».

Le terme «redevenir» est approprié dans ce contexte puisque, d'après le témoignage des anthropologues, dans la condition originelle sans propriété et sans classe - communiste donc - de l'humanité, l'activité productive était créatrice en ce sens qu'elle était une activité agréable et librement choisie. C'est seulement avec l'avènement de la société de propriété et de classe qu'elle est devenue le fardeau qu'elle a été pour la grande majorité des gens dans l'histoire, qu'elle est devenue un travail forcé, une activité imposée par des classes dirigeantes.

Dans la mesure où cette situation originelle en ce qui concerne l'activité productive peut être considérée comme étant la condition humaine «naturelle», l'activité productive agréable et librement choisie (l'activité «créatrice») peut être considérée comme étant un besoin humain que la société humaine devrait satisfaire tout autant que le besoin de nourriture, de vêtemens, d'abri, etc - et les diverses sociétés de classe que l'histoire a connues, y compris l'actuelle société capitaliste, qui ont nié ce besoin doivent être considérées comme étant contraires à la nature humaine. De même, le type d'activité productive qu'elles ont imposé (esclavage, corvée, travail salarié) doit être considéré comme étant une activité peu naturelle et aliénante.

LA FIN DU ROYAUME DE LA NECESSITE

Ceci implique que dans la société socialiste, il ne peut y avoir aucune distinction entre «un royaume de la nécessité» (c'est-à-dire, un royaume d'activité imposée de l'extérieur) et «un royaume de la liberté» (c'est-à-dire un royaume d'activité librement choisie), entre ce qu'André Gorz a appelé activités «hétéronomes» et «autonomes». Il ne peut s'agir d'essayer de minimiser l'activité productive, supposée être imposée de l'extérieur, pour que nous ayons un maximum de «temps libre» à consacrer à d'autres activités. *Tout temps devrait être libre.* Sinon, la société ne sortira pas de la tyrannie de la nécessité d'économiser le temps de travail - ce qui est précisément la logique économique du capitalisme et ce qui signifie «imposé de l'extérieur». *Toute* activité productive, y compris la plus routinière, devrait devenir librement choisie ou «autonome». En d'autres termes, la production dans une société communiste ne peut qu'être effectuée sur une base entièrement volontaire.

Dans une société où les êtres humains peuvent choisir et le rythme et le temps de leur activité productive, non seulement la pression aveugle de réduire au maximum le temps nécessaire à la production d'un bien n'existera plus, mais le fait de mesurer la «valeur» ou le «coût» d'un produit par le temps de travail socialement nécessaire à sa production ne sera même pas compréhensible. En effet, si l'activité productive est agréable, comment peut-on la compter comme un coût ?

Quant aux tâches routinières, ennuyantes, puisque ce n'est pas tellement la nature même des activités en question qui les rend ennuyantes mais plutôt le fait qu'il faut les accomplir toute la journée, jour après jour, semaine après semaine, aucun problème ne se poserait si ces activités étaient organisées de telle façon que chacun prenne son tour pour les accomplir pour des périodes relativement courtes. Etant, elles aussi, accomplies sur une base volontaire elles feraient partie du «royaume de la liberté» tout autant que des activités plus «nobles». De plus, les tâches de ce type peuvent être d'autant plus facilement automatisées qu'elles sont plus routinières.

1. «La langue anglaise a l'avantage de posséder deux mots distincts pour désigner deux genres différents de travail. Le travail qui crée des valeurs d'usage et qui est déterminé qualitativement est appelé *work*, par opposition à *labour*; le travail qui crée de la valeur et qui n'est mesuré que quantitativement est appelé *labour*, par opposition à *work*».

2. «Il n'y a pas une 'technologie' unique qui existerait indépendamment des conditions et des relations sociales; il y a différentes technologies et différentes attitudes envers la technologie; certaines sont indispensables au rétablissement de l'équilibre, d'autres contribuent à le détruire. Ce dont l'humanité a besoin, ce n'est pas de mettre en rancart toute technologie avancée; c'est de pousser à fond le développement d'une technologie sélective et respectueuse des principes écologiques» (Murray Bookchin, *Pour une société écologique*, pp. 192-3).

LES COLLECTIVISATIONS ESPAGNOLES

On a marqué en 1986 le cinquantième anniversaire de la guerre civile espagnole. En juillet 1936 le général Franco mena un coup fasciste contre le gouvernement républicain de gauche. A travers une moitié de l'Espagne la rebellion fut bloquée par la résistance armée de paysans et de travailleurs. Il s'ensuivit trois années de guerre civile qui se terminèrent finalement par une victoire fasciste. Ce fut le début d'une longue dictature de droite qui dura jusqu'à la mort de Franco en 1975.

L'ANARCHISME ET LA «REVOLUTION» ESPAGNOLE

A l'époque de la guerre civile, une idée populaire parmi les travailleurs et paysans espagnols était que chaque usine, chaque exploitation agricole, etc, devraient être possédées collectivement par ses travailleurs et que ces «collectivités» devraient être reliées entre elles selon le principe fédéraliste, c'est-à-dire sans autorité centrale supérieure. Les anarchistes avaient propagé cette idée pendant plus de 50 ans en Espagne, et quand la guerre civile commença, les paysans et les travailleurs qui habitaient dans les parties du pays qui n'étaient pas tout de suite tombées sous le contrôle fasciste saisirent l'occasion de réaliser cet idéal anarchiste. Depuis lors, les anarchistes considèrent la «révolution» espagnole comme étant le plus bel accomplissement de l'histoire du mouvement révolutionnaire - le plus près le capitalisme s'est approché de son renversement total et de son remplacement par une forme de société complètement différente.

LE CAPITALISME AUTOGERE

En général on a considéré la «révolution» à la campagne espagnole supérieure à la «révoluition» dans les villes. Ainsi l'historien anarchiste et témoin oculaire des événements en question, Gaston Leval, a décrit (dans un jugement partagé par Wildcat) les collectivités industrielles comme étant tout simplement une autre forme de capitalisme géré par les travailleurs eux-mêmes:

> Dans chaque entreprise, les travailleurs ont pris le contrôle de l'usine ou de l'atelier, des machines, des matières premières, et profitant de la continuation du système monétaire et des relations commerciales normales capitalistes ont organisé la production à leurs propres comptes vendant pour leur propre bénéfice le produit de leur travail.

Là où nous sommes en désaccord avec Leval, c'est quand il maintient que la collectivisation rurale représentait une «socialisation authentique» ou selon l'expression populaire d'alors «le communisme libertaire».

L'ORGANISATION DES COLLECTIVITES RURALES

Voici le déroulement typique des événements dans les villages paysans: une fois réprimée localement la rebellion fasciste, les habitants du village se réunissaient en masse. Les militants anarchistes prenaient l'initiative en proposant le mode d'action. Chacun était invité à mettre en commun terres, bétail, outils dans la collectivité: «le concept de à toi et à moi n'existera plus. Tout appartiendra à chacun». Les biens appartenant aux propriétaires terriens fascistes et à l'Eglise étaient également expropriés et mis à la disposition de la collectivité. Le travail était partagé en groupes de 10 ou 15 personnes et coordonné par des réunions de délégués désignés par chaque groupe.

L'ACCES LIBRE

Quelques collectivités distribuèrent leurs produits sur le principe communiste de l'accès libre - «à chacun selon ses besoins». Un résident de Magdalena de Pulpis expliquait ainsi le système de son village:

> Tout le monde travaille et a le droit de prendre ce dont il a besoin gratuitement. On va simplement au magasin où les provisions et les autres articles d'usage commun sont fournis. Tout est distribué gratuitement, il faut seulement indiquer ce qu'on a pris.

Pour la première fois depuis leur existence ces gens pourraient prendre tout ce dont ils avaient besoin, et c'est ce qu'ils faisaient sans abuser de l'accès libre par l'avarice ou la gloutonnerie. Un autre témoin des collectivités, Augustin Souchy décrit la situation à Munissa:

> La boulangerie est ouverte. Tout le monde peut venir se servir de tout le pain dont il a besoin.
> - Mais n'y a-t-il pas des abus?
> - Non, répond le vieil homme qui donne le pain; chacun prend autant de pain dont il a vraiment besoin.
> Le vin est également distribué librement, pas rationné.
> - Est-ce qu'il n'y en a pas qui se saoûlent?
> - Jusqu'à présent il n'y a pas eu un seul cas d'ivresse.

LE SYSTEME SALARIAL

La distribution des biens selon le principe communiste («accès libre») n'était pas cependant la norme. Dans la majorité des collectivités le niveau de consommation n'était pas gouverné par les besoins et désirs des gens librement déterminés par eux-mêmes mais, comme sous le capitalisme, par leur porte-monnaie. On pouvait seulement prendre les produits en abondance, tous les autres devant être achetés avec le salaire payé par les collectivités.

LE SALAIRE FAMILIAL ET L'OPPRESSION DES FEMMES

Le salaire familial - qui oppresse les femmes en les rendant économiquement dépendantes du maître de famille - était adopté par la plupart des collectivités. Chaque membre du sexe masculin reçevait tant de salaire par jour pour lui-même et plus une somme inférieure pour sa femme et chaque enfant. Pour les femmes, la «révolution» espagnole n'aurait pas pu être moins révolutionnaire. Elle ne mit pas en question la famille en tant qu'unité économique ni la division sexuelle de travail entre hommes et femmes. «Il est onze heures du matin. On sonne le gong. C'est la messe? Non, c'est pour rappeler aux femmes qu'il est

temps de préparer le repas de midi». On continua à considérer les femmes comme étant socialement inférieures et on désapprouva celles qui rejoignaient par exemple les hommes dans les cafés pour boire après le travail.

LA PROLIFERATION DE L'ARGENT

Le salaire familial n'était pas payé en général avec la devise nationale, la plupart des collectivités l'abandonnèrent pour l'utilisation interne. A sa place les collectivités substituèrent d'autres moyens d'échange, mettant en circulation leur propre monnaie locale sous la forme de bons, de cartes de ravitaillement, de certificats, de coupons, etc. Loin d'être aboli, comme il serait le cas dans une révolution communiste, l'argent se multiplia plus que jamais pendant la «révolution» espagnole. Mais la création de littéralement centaines de monnaies créa vite des problèmes. Quelques collectivités subvenaient à leurs propres besoins, mais le commerce entre les collectivités fut vite entravé par le manque d'une monnaie universellement reconnue. En 1937, la Fédération des collectivités paysannes d'Aragon eut à réintroduire une monnaie commune sous la forme d'une carte de ravitaillement uniforme pour toutes les collectivités d'Aragon. Ainsi elle établit sa propre banque - administré par le syndicat des employés de banque bien entendu.

L'ECHANGE DES BIENS

On n'utilisait pas l'argent pour effectuer toutes les transactions entre collectivités. On établit des entrepôts centraux où les collectivités pouvaient échanger entre elles leurs produits excédantaires contre ceux qui leur faisaient défaut. Sous ce système on n'utilisait que rarement les espèces sonnantes. Mais, c'était bien la valeur monétaire qui déterminait les proportions relatives selon lesquelles les produits étaient échangés. Par exemple, le nombre de sacs de farine qu'une collectivité pouvait obtenir contre une tonne de pommes de terre était calculé selon la valeur monétaire des deux produits. Tout comme sous le capitalisme «les prix étaient basés sous le coût des matières premières, le travail effectué, les frais généraux et les ressources de la collectivité».

Ce n'était pas là un système communiste de production pour l'usage et de distribution selon les besoins, mais un système capitaliste d'entreprises rivales échangeant leurs produits selon la valeur d'échange de ceux-ci. Une collectivité avait beau avoir besoin de certains produits, elle ne pouvait pourtant pas les obtenir avant d'avoir produit suffisamment d'autres produits pour échanger contre eux, puisqu'elle n'avait pas le droit de retirer une somme de produits d'une valeur supérieure à celle de ceux déposés. Ceci entraîna de graves privations dans les collectivités les moins prospères.

LA CONCURRENCE MARCHANDE

En plus du commerce entre elles, les collectivités durent trouver des marchés pour leurs produits et faire face à la concurrence avec des entreprises non-collectivisées. Une des conséquences d'un tel système a toujours été que les produits qui ne peuvent être vendus à un profit finissent par être stockés ou bien détruits alors qu'en même temps des gens doivent se passer de ces produits tout simplement parce qu'ils n'ont pas les moyens de les acheter. Les conséquences du mode opératoire capitaliste des collectivités espagnoles se

conformèrent à ce modèle; c'est ainsi que «les entrepôts appartenant au SICEP (Syndicat de l'Industrie de la Chaussure d'Elda et Petrel) à Elda, Valencia et Barcelone, ainsi qu'à ses usines étaient pleins de produits invendus estimés à 10 millions de pesetas». Dans une société communiste de tels spectacles seraient éradiqués à jamais; on produirait non pas pour vendre pour faire profit, mais directement pour satisfaire les besoins des gens.

LA FIN DES COLLECTIVITES

Les collectivités espagnoles furent détruites par les antifascistes qui se battaient entre eux et par la victoire fasciste elle-même. On peut cependant se demander dans quelles directions elles auraient évolué si elles avaient survécu à la guerre civile. Selon nous, leur nature capitaliste serait devenue de plus en plus évidente.

Dans l'économie capitaliste la concurrence pour les marchés oblige chaque entreprise à produire aussi bon marché que possible de façon à vendre moins cher que ses rivaux. Les collectivités espagnoles qui faisaient des transactions commerciales entre elles et étaient en concurrence avec des entreprises non-collectivisées auraient dû faire face aux même pressions. Un des moyens selon lequel les entreprises capitalistes essayent de faire baisser le prix de leurs produits est d'augmenter l'exploitation de leur main-d'œuvre soit en baissant les salaires, soit en augmentant l'intensité ou la longueur du travail. Si cette méthode est appliquée dans les entreprises gérées par un patron ou par l'Etat, les travailleurs peuvent identifier leur ennemi et lutter contre leur exploitation. Mais cette réaction est moins probable là où la main-d'œuvre entière est propriétaire et gérante de l'entreprise comme c'était le cas des collectivités espagnoles. La main d'œuvre a alors des intérêts acquis dans la profitabilité du capital qu'elle possède collectivement. Elle s'identifie avec sa propre exploitation et même l'organise de plein gré, car elle doit faire marcher les affaires.

LA FIN DE L'ANARCHISME

Dans la mesure où les anarchistes aujourd'hui soutiennent le type de capitalisme autogéré établi dans les collectivités espagnoles, nous devons nous opposer à l'anarchisme aussi fermement qu'à toute autre idéologie soutenant le capitalisme. En effet, du point de vue des besoins des travailleurs, le capitalisme autogéré ne mène à rien; il est tout aussi réactionnaire que le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat. La société communiste pour laquelle nous luttons ne peut être établie que par la destruction totale de toute forme de propriété, de l'argent, des salaires et des marchés, quelle que soit la forme qu'ils prennent.

(notre traduction d'un article qui est paru en anglais, dans le numéro 9 de *Wildcat,* journal publié à Manchester, Angleterre).

les principes du socialisme

Objectif

L'établissement d'un système de société où la communauté tout entière possèdera et administrera démocratiquement, dans son propre intérêt, les moyens et instruments de production et de distribution des richesses

Déclaration de principes

1. La société, telle qu'elle est à présent constituée, est fondée sur le fait que la classe capitaliste ou dominante possède les moyens d'existence (terres, usines, chemins de fer, etc.) et tient ainsi asservie la classe travailleuse qui, par son travail seul, produit toutes les richesses

2. Il en résulte dans la société un conflit d'intérêts qui se manifeste par une lutte de classes entre ceux qui possèdent mais ne produisent pas et ceux qui produisent mais ne possèdent pas

3. On ne fera disparaître ce conflit qu'en émancipant la classe travailleuse du joug de la classe dominante, grâce à la conversion en propriété commune de la société des moyens de production et de distribution et à l'administration démocratique de ceux-ci par la population tout entière

4. Puisque, dans l'ordre de l'évolution sociale, la classe travailleuse est la dernière à gagner sa liberté, l'émancipation de la classe travailleuse impliquera l'émancipation de l'humanité entière sans distinction de race ni de sexe

5. Cette émancipation doit être l'œuvre de la classe travailleuse elle-même

6. Puisque la machine gouvernementale, y compris les forces armées de la nation, n'existe que pour conserver à la classe capitaliste le monopole des richesses enlevées aux travailleurs, la classe travailleuse doit s'organiser consciemment et politiquement en vue de conquérir les pouvoirs gouvernementaux, à la fois nationaux et municipaux, afin que cette machine, forces armées comprises, puisse, d'un instrument d'oppression, être convertie en un agent d'émancipation qui renversera les privilèges ploutocratiques ainsi qu'aristocratiques

7. Puisque tous les partis politiques ne sont que l'expression d'intérêts de classes et que l'intérêt de la classe travailleuse est diamétralement opposé aux intérêts de toutes les sections de la classe dominante, le parti qui a pour but l'émancipation de la classe travailleuse doit être hostile à tout autre parti

8. Le parti socialiste entre donc dans le champ de l'action politique, résolu à mener la lutte contre tous les autres partis politiques, qu'ils prétendent agir au nom des travailleurs ou qu'ils se disent ouvertement capitalistes, et invite les membres de la classe travailleuse de ce pays à se ranger sous sa bannière afin de mettre promptement un terme au système qui les prive des fruits de leur travail et afin que la pauvreté cède la place au confort, le privilège à l'égalité et l'asservissement à la liberté

Sept partis soutiennent ces principes

Bund Demokratischer Sozialisten
50 Gussriegelstrasse A-100 Wien Autriche

Socialist Party of Canada / Parti Socialiste du Canada
Box 4280, Station A, Victoria BC, V8X 3X8

Socialist Party of Great Britain
52 Clapham High St., London SW4 7UN

Socialist Party of New Zealand
P O Box 1929, Auckland, New Zealand

World Socialist Party of Australia
P O Box 1440, Melbourne

World Socialist Party of Ireland
41 Donegall St., Belfast

World Socialist Party of U.S.
PO Box 405, Boston, MA. 02272
